

Bulletin d'histoire politique

Ronald Rudin et l'École de Montréal

Éric Bédard



Volume 7, numéro 1, automne 1998

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1060293ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1060293ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Bédard, É. (1998). Ronald Rudin et l'École de Montréal. *Bulletin d'histoire politique*, 7(1), 127–132. <https://doi.org/10.7202/1060293ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1998

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Ronald Rudin et l'École de Montréal



Éric Bédard
historien

Lors de ma deuxième année du baccalauréat à l'Université de Montréal, j'ai été frappé de constater à quel point mes camarades considéraient le cours obligatoire d'historiographie comme une sorte de pilule amère qu'il fallait avaler avant de passer à autre chose. Je n'ai jamais compris leur peu d'intérêt pour l'histoire de la discipline qu'ils étudiaient; aux débats épistémologiques et idéologiques qui l'avait façonnée aux cours des siècles. Je trouvais triste ce désintérêt. Triste parce que mes camarades ne m'offraient pas l'occasion de débattre avec eux de la façon dont on écrit l'histoire aujourd'hui. Il régnait au sein de la communauté étudiante de notre département une sorte de consensus mou autour de l'écriture actuelle de l'histoire. Devant mes arguments en faveur d'une histoire plus politique, on affichait le rictus de celui qui sait. Face à mes réquisitoires plaidant la cause d'une histoire ne se réduisant pas qu'au matériel, on haussait tout simplement les épaules! Bien sûr, l'histoire économique et sociale ne faisait pas flipper tous mes camarades avec ses graphiques et ses tableaux statistiques, mais, fatalistes, ceux-ci avaient le sentiment que c'était là le prix à payer pour faire une histoire sérieuse, c'est-à-dire scientifique.

Avec le recul, je constate que ce peu d'intérêt des étudiants pour l'historiographie n'était que le reflet d'une certaine attitude générale des professeurs en cette matière, particulièrement en ce qui avait trait au Québec et au Canada. Comme le rapportait récemment John Dickinson, directeur du département lorsque j'étais étudiant, les spécialistes en histoire du Québec et du Canada avaient l'impression que les débats historiographiques étaient synonymes de disputes sempiternelles autour de l'impact de la Conquête¹. La génération d'historiens à laquelle il appartenait, souhaitant se démarquer en envisageant de nouveaux objets d'étude, n'a pas voulu être entraînée sur ce terrain glissant. Toutefois, en amalgamant le débat sur la Conquête à l'étude de l'historiographie québécoise dans son ensemble, reconnaissait Dickinson, on a négligé de réfléchir à l'histoire que l'on était en train d'écrire.

Le premier grand mérite de Ronald Rudin est donc de combler ce vide. Son étude est sans contredit une contribution importante qui donne un nouveau souffle à l'historiographie québécoise et qui force la tenue d'un

débat très intéressant. Du coup, son livre *Making History in Twentieth-Century Quebec* est un pavé dans la marre de la petite colonie historique québécoise. Un pavé perçu comme une dénonciation d'un courant qui aurait dominé l'écriture de l'histoire du Québec depuis la fin des années soixante: le révisionnisme.

Selon Rudin, les révisionnistes ont voulu peindre le Québec comme une société normale et moderne d'Occident. Découpant la réalité sociale québécoise en fines tranches, les révisionnistes ont tenté de démontrer que le Québec d'avant 1960 ne fut pas la petite patrie retardataire que l'on a souvent décrite. Or Rudin croit que cette obsession de normalité révèle un contexte nouveau de la société québécoise. Loin d'être plus objectifs que leurs prédécesseurs, comme ils l'ont souvent prétendu, les historiens révisionnistes ont reflété, à leur manière, l'atmosphère ayant régné sur le Québec de la fin des années soixante jusqu'au début des années quatre-vingt-dix.

L'historien de l'Université Concordia s'emploie à démontrer que les historiens québécois, de toutes les générations depuis le début du présent siècle ont utilisé les outils méthodologiques les plus avancés de leur temps pour faire valoir leur thèse. À l'avant-scène de ces générations successives, il y a le chanoine Groulx, en qui Rudin voit un chercheur rigoureux utilisant la méthodologie la plus avancée de son temps. Rudin dit d'ailleurs regretter que plusieurs ne reconnaissent pas la qualité du travail proprement historique de celui-ci. En plus de réhabiliter Groulx, Rudin insiste sur la qualité des travaux menés par les historiens de l'École de Laval (Hamelin-Trudel-Ouellet). Influencés par l'École des Annales, constate Rudin, ceux-ci auraient enrichi notre compréhension de l'histoire économique et sociale du Canada français en ayant recours à des méthodes de pointe pour leur époque.

S'il reconnaît beaucoup de rigueur à Groulx et s'il souligne la grande compétence des historiens de l'École de Laval, Rudin ne ménage toutefois pas l'École de Montréal. À plusieurs reprises, il adresse de sévères critiques à l'historien Jean Lamarre dont le livre analysant les figures marquantes de cette École² ne fut «qu'un effort peu subtil pour présenter les porte-parole de l'École de Montréal comme les initiateurs des techniques historiques modernes»³. Il reproche à Lamarre d'avoir volontairement marginalisé Groulx et l'École de Laval en présentant le caractère subjectif de leurs recherches pour mieux faire valoir le travail des Séguin, Brunet et Frégault.

Comme les révisionnistes, les historiens de l'École de Montréal, estime Rudin, n'ont fait qu'incarner les ambitions de la société québécoise de leur époque. En effet, le trio de l'Université de Montréal, souhaitant contribuer à une nouvelle stratégie politique afin de sortir la société canadienne-française de son état de survie, a élaboré une conception du passé qui permettra de mieux légitimer les grandes réformes adoptées lors de la

Révolution tranquille⁴ Pointant un facteur essentiellement externe, la Conquête anglaise, Brunet, Frégault et Séguin fourniront des munitions aux nationalistes québécois qui réclameront toujours plus d'autonomie pour le Québec.

Rudin croit que l'École de Montréal prend une place trop importante dans l'historiographie québécoise du dernier siècle. Selon lui, son apport réel à la recherche sur l'histoire au Québec a été surévalué. Contrairement à l'École de Laval, les historiens de l'École de Montréal furent unis par une hypothèse commune, explique Rudin. Leur ambition, semble nous dire ce dernier, fut moins de comprendre la réalité dans toutes ses nuances que de défendre une conviction: le retard des Canadiens français, sur les plans politique, économique et culturel était la conséquence fatale de la Conquête anglaise. Rudin présente donc ces trois historiens comme trois valeureux mousquetaires décidés à défendre une cause commune et, de ce fait, se situant résolument sur la même longueur d'onde en tout et partout. En revanche, il présente Hamelin, Ouellet et Trudel comme des chercheurs ouverts dotés d'aucun a priori idéologique; à preuve Trudel a même flirté avec l'École de Montréal à travers une amitié intellectuelle le liant à Frégault durant la première moitié des années cinquante⁵.

Non seulement les historiens de l'École de Montréal étaient-ils les militants obstinés d'une même cause, mais leurs recherches manquèrent souvent de profondeur. Faisant état de la rareté de leurs publications, Rudin se montre particulièrement cinglant. Il constate que le leader du groupe, Maurice Séguin, n'a écrit qu'un seul livre: sa thèse de doctorat qui fut publiée 23 ans après avoir été écrite⁶. Quant à Michel Brunet, Rudin estime qu'il n'a publié qu'un seul vrai livre, *Les Canadiens après la Conquête* en 1969, les quatre autres monographies n'étant que des collections d'essais. Par ailleurs, Rudin ne reconnaît à ce seul livre que bien peu de valeur. Citant des sources dépassées, avançant des arguments peu convaincants concernant l'attitude des hommes d'affaires canadiens après la Conquête et défendant des conclusions exagérées où ceux de l'élite canadienne qui accueillirent le nouveau pouvoir sont perçus comme de vulgaires collabos, Brunet aurait failli dans sa tentative de comprendre les lendemains de cet événement central de l'histoire québécoise. En fait, le seul qui trouve vraiment grâce aux yeux de Rudin est Guy Frégault, mais ce dernier cesse précocement ses recherches en acceptant le poste de sous-ministre aux affaires culturelles.

S'ils publièrent si peu de travaux qui, par ailleurs, ne brillaient pas toujours par leur rigueur, alors comment expliquer leur immense influence? Selon Rudin, elle découle de leur parti pris nationaliste. Les Québécois francophones qui souhaitaient obtenir plus d'autonomie ont préféré un récit les présentant comme les victimes d'un conquérant plutôt qu'une histoire met-

tant l'emphase sur les erreurs et les mauvais choix des Canadiens. Privilégiant l'histoire de l'École de Montréal, les Québécois nationalistes ont voulu croire au caractère scientifique des recherches menées par Brunet, Frégault et Séguin.

II

Cette critique de l'École de Montréal qui se veut pour beaucoup une réaction au livre de Jean Lamarre, mérite que l'on s'y attarde. Selon moi, elle rend mal la place qu'occupe cette École dans l'historiographie québécoise au cours du présent siècle.

Tout d'abord, cette façon qu'a Rudin de présenter Brunet, Frégault et Séguin comme des militants de la cause nationaliste m'apparaît quelque peu exagérée, sinon fausse. L'inspirateur de l'École de Montréal, Maurice Séguin, sur lequel l'auteur s'attarde à peine sauf pour lui reprocher d'avoir trop peu publié, n'a rien, en réalité, du promoteur de l'autonomie québécoise. Au contraire, sa vision structurelle de l'histoire du Canada-français a souvent été perçue comme un pessimisme noir débouchant sur le néant. En élaborant une «histoire intégrale»⁷, Séguin en est venu à croire que le destin du Canada français avait été scellé lors de la signature de l'Acte d'union de 1840. Cet acte, signé sans le consentement des Canadiens français, avait pour effet d'institutionnaliser notre infériorité politique, économique et culturelle. Il ne fallait donc pas compter sur les bribes de pouvoirs contenus dans l'Acte de l'Amérique du nord britannique de 1867. Colonisés de manière intégrale depuis 1760, les Canadiens français ne disposaient plus des outils de leur affirmation. Ils étaient les victimes d'une Histoire sur laquelle ils n'avaient presque aucune prise⁸. Les revendications autonomistes étaient donc vaines; quant à la souveraineté qui aurait pu s'avérer nécessaire en d'autres temps, elle était devenue «impossible»⁹. Les combats politiques des leaders québécois, bien que courageux, ne pourraient jamais rien changer à la donnée historique fondamentale. Une vision aussi noire n'avait donc rien pour fouetter l'ardeur militante des autonomistes québécois. Au contraire.

Il est vrai par ailleurs que Maurice Séguin a très peu publié. Certains ont pu dire que celui-ci aurait été victime d'une sorte de «perfectionnisme paralysant»¹⁰. Cependant, il serait hasardeux de penser que la faible quantité de publications d'un professeur soit le seul critère de sa véritable valeur. Comme le remarque Jean Blain, Maurice Séguin a incarné «au plus haut point l'historien-professeur, par opposition à l'historien-qui-écrit»¹¹. Ce choix, critiquable certes dans un contexte où le nombre de publications est le critère privilégié pour évaluer un professeur d'université, ne signifie pas nécessairement qu'il faille mésestimer la rigueur d'une recherche ou la valeur d'une ambition intellectuelle. Des générations d'étudiants ont suivi son

cours sur les «Normes» et ont confronté avec lui sa vision d'une histoire intégrale. Ces générations d'étudiants sont ensuite allés enseigner l'histoire du Québec/Canada dans nos Cégeps et nos écoles secondaires. C'est à l'aune de son enseignement qu'il faut juger la puissance de la construction séguiniste et non, d'abord, en fonction du nombre de ses publications.

Il est d'ailleurs surprenant de voir Rudin accorder si peu d'importance à la réflexion de Séguin. À sa manière, il me semble en effet que Rudin plaide lui aussi en faveur d'une histoire intégrale. Dans sa critique du révisionnisme, Rudin ne fait rien d'autre que de plaider le retour d'une vision plus ample et moins parcellaire de l'histoire québécoise. Voulant dépasser une histoire normalisante, découpant la réalité sociale en fines tranches (femme-travailleur-région...), Rudin ne plaide-t-il pas en faveur d'une approche plus globale qui tiendrait compte d'une réalité culturelle, identitaire et politique?

S'il néglige malheureusement trop le rôle et l'influence de Séguin, Rudin s'attarde toutefois longuement sur Michel Brunet. Rudin présente souvent l'École de Montréal comme un bloc monolithique acharné à défendre une hypothèse commune¹². Ce portrait de l'École de Montréal m'apparaît quelque peu réducteur car je crois qu'il est important de distinguer les figures de Brunet et de Séguin. Bien sûr, le premier s'est rapidement rallié aux vues de Séguin quant au rôle de la Conquête. Cependant, il n'en a pas tiré les mêmes conclusions quant au caractère déterminant de l'événement. Comme le maître de sa jeunesse, Lionel Groulx, il a cru au rôle des grands hommes. Avec beaucoup de volonté, l'homme pouvait changer le cours de l'Histoire¹³. Ainsi, l'État québécois, écrivait Brunet dans les années cinquante, pouvait fournir les outils de développement nécessaires à l'épanouissement des Canadiens français en Amérique du nord¹⁴. Avec les années, il poursuivra sa réflexion en faveur d'un plus grand affranchissement du peuple québécois¹⁵. À ses yeux, tout n'était donc pas désespéré. L'Histoire pouvait encore être écrite... Par ailleurs, Rudin a raison d'écrire que le seul vrai livre de Brunet a été *Les Canadiens après la Conquête* publié en 1969. Il importe néanmoins de souligner que ce livre a remporté le prix du Gouverneur général, ce qui atteste certainement de la qualité de l'ouvrage.

Rudin a raison de dire que l'apport de l'École de Laval a été négligé et que ses porte-parole ont trop souvent été perçus comme des «vendus» uniquement parce qu'ils cherchaient ailleurs que dans des causes externes, les facteurs de notre «retard». Toutefois, on a le sentiment qu'en voulant réhabiliter l'un, il cherche à minimiser exagérément l'apport de l'autre. Pour nous convaincre que l'École de Laval avait effectué des recherches rigoureuses inspirées par des techniques de pointe, il n'était pas nécessaire de négliger l'importance des travaux de Séguin et de présenter l'École de Montréal comme une petite chapelle habitée par trois prêtres de l'orthodoxie

nationaliste. En agissant de la sorte, il élimine du revers de la main une génération d'historiens qui aurait pu faire figure d'alliés dans sa quête pour une histoire qui puisse éventuellement tenir compte de toutes les dimensions de la réalité québécoise.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Cette réflexion de Dickinson est rapportée par Ronald Rudin, *Making History in Twentieth-Century Quebec*, Toronto, University of Toronto Press, 1997, p. 201.
2. Jean Lamarre, *Le devenir de la nation québécoise*, Sillery, Septentrion, 1993, 561 p.
3. Rudin, *op. cit.*, p. 167.
4. *Ibid.*, p. 127.
5. *Ibid.*, p. 136.
6. Facile alors d'être «un modèle de cohérence» comme le soutient Lamarre, remarque sarcastique, Rudin, *ibid.*, p. 127.
7. J'emprunte l'expression à l'historien Jean Blain dont le texte introductif au livre de Maurice Séguin, (*La nation canadienne et l'agriculture 1760-1850*, Montréal: Boréal express, 1970) m'a inspiré quelques réflexions.
8. Robert Comeau (dir.), *Maurice Séguin, historien du pays québécois*, Montréal, VLB, 1987, p. 117-119. Ce livre reproduit en entier les notes de cours constitué par Séguin pour élaborer ses célèbres «Normes». Dans les pages citées, il s'emploie à démontrer que l'homme ne dispose que d'une liberté bien limitée face aux grandes structures historiques.
9. *Ibid.*, p. 215.
10. Voir Lamarre, *op. cit.*, p. 140.
11. Voir Blain dans Séguin, *op. cit.*, p. 17.
12. Rudin, *op. cit.*, p. 133.
13. Le lecteur intéressé pourra trouver un développement plus substantiel sur cette question dans un article de l'auteur: Éric Bédard, «Michel Brunet dix ans après», *L'Action nationale*, septembre 1995, p. 38-49.
14. Michel Brunet, «Un problème mal posé: la survivance collective des Canadiens et leur résistance à l'assimilation», dans *La présence anglaise et les Canadiens*, Montréal, Beauchemin, Montréal, 1958, p. 191-220.
15. Michel Brunet, «Le fédéralisme canadien: ses origines et son évolution», dans *Notre passé le présent et nous*, Montréal, Fides, 1976, p. 183-193.